

## **Patrick Devedjian: “Je suis le fils d’un homme qui a perdu son statut de “ressortissant protégé” lorsque la France a abandonné les chrétiens d’Arménie à leur sort**

Patrick Devedjian est décédé le 29 mars 2020.

---

Le grand-père de Patrick Devedjian, Karékine (Karekin en turc) Devedjian est né à Harpout (Est de la Turquie, Khartpert en arménien) en 1868.

Après des études primaires dans un établissement français de sa ville natale il obtient un diplôme d'une école catholique arménienne de Constantinople.

Comptable , il est fonctionnaire dans "l'Administration de la dette de l'Empire ottoman" et promu Chef du Bureau des Douanes.

En 1910 , il est nommé directeur de la Halle aux Poissons de Constantinople. Bien que comptable et gestionnaire de formation, il s'emploie ,dans l'exercice de ses fonctions, à étudier l'aquaculture et en 1915 il publie, en français, une oeuvre scientifique "Poissons et pêche en Turquie."

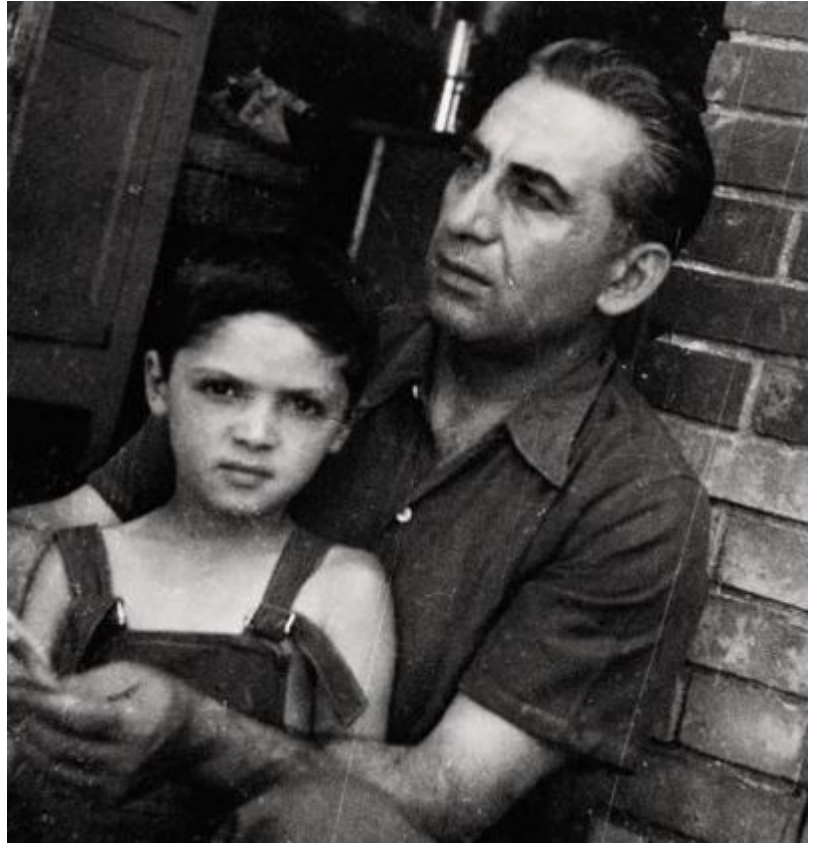
Il est également l'auteur d'un dictionnaire Turc-Français sur le sujet.

Son livre est traduit en turc en 2006 et un article lui est dédié dans l'"Encyclopédie turque".

Il a passé toute sa vie à Istanbul où il est enterré , en 1964, au cimetière arménien catholique de Sisli (prononcer Shishli).

Il n'avait jamais parlé du génocide arménien sauf il disait qu'il devait sa survie à un ami turc.

"Je suis le fils d'un homme qui n'était pas français, et cela m'a longtemps exaspéré. Mon père est mort apatride: il a perdu son statut de "ressortissant protégé" lorsque la France a renié le traité de Sèvres, signant avec les Turcs en 1923 l'accord de Lausanne et abandonnant les chrétiens d'Arménie à leur sort. Il en a conçu beaucoup d'amertume, lui pour qui la France était, comme pour tous les chrétiens d'Orient, "la lumière du monde".



Pourtant, il parlait parfaitement le français, sans aucun accent: à Constantinople, où il avait grandi, toute sa famille parlait français à table; il avait passé son bac à l'ambassade de France, et réussi ensuite l'Ecole supérieure de commerce de Paris.

Quand il est mort, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides m'a envoyé tout son dossier: j'y ai même retrouvé ses premiers papiers, ceux qui lui avaient été remis lors de son arrivée à Marseille

en 1919

C'était un homme extrêmement cultivé, très bien éduqué, mais qui méprisait l'

administration: pour lui, par exemple, tous les fonctionnaires étaient corrompus.

Lorsque je suis né, il avait déjà 43 ans, et il m'a élevé seul, puisque j'ai perdu ma mère à

l'âge de 6 ans. C'était un homme très exigeant, et très peu expansif - il venait d'un autre

monde, tandis que j'étais, moi, né dans celui-là.

Quand la guerre d'Algérie a commencé, j'y ai vu la répétition de notre histoire, la

conviction qu'il fallait résister aux musulmans qui chassaient les chrétiens.

"J'aime la France!" disais-je alors à mon père, que ce militantisme à l'extrême droite

exaspérait - il me trouvait stupide, et sans doute l'étais-je... Ma crise d'adolescence a

passé depuis longtemps, mais j'ai gardé de l'Orient, de mon père, au-delà de la fierté

d'être issu d'une très vieille civilisation, le traumatisme du génocide. Quand je regarde

mes petits-enfants, il m'arrive souvent de penser qu'en d'autres lieux et d'autres temps

ils auraient été tués juste pour ce qu'ils sont."

---

né le 26 août 1944 à Fontainebleau (Seine-et-Marne) et mort le 29 mars 2020 à Antony (Hauts-de-Seine), P. Devedjian

est un homme politique français. Membre du RPR, de l'UMP puis de LR, il est maire d'Antony de 1983 à 2002, député des Hauts-de-Seine entre 1986 et 2017, ministre délégué aux Libertés locales de 2002 à 2004, ministre délégué à l'Industrie de 2004 à 2005,

ministre chargé de la Mise en œuvre du plan de relance de 2008 à 2010 et président du conseil départemental des

Hauts-de-Seine de 2007 à sa mort.

Il est la première victime française de la maladie à coronavirus parmi les personnalités politiques françaises en activité.

---

Fils de Roland Devedjian (1901-1974)<sup>3</sup>, ingénieur en fonderie arménien né à Sivas en Turquie, immigré en France à cause du

génocide arménien<sup>4</sup>, et de Monique Wallois (1924-1950)<sup>3</sup>, née à Boulogne-sur-Mer, Patrick Roland Karékin Devedjian<sup>3</sup> est

élève à l'école communale de La Frette-sur-Seine, au collège arménien Samuel-Moorat de Sèvres, puis à l'école Fénelon et

au lycée Condorcet.

Patrick Devedjian poursuit ses études à la faculté de droit d'Assas, puis à l'Institut d'études politiques de Paris<sup>3</sup>, dont il n'obtient

pas de diplôme. La guerre d'Algérie, qu'il perçoit comme une confrontation entre musulmans et chrétiens et qui lui rappelle, à

ce titre, le génocide arménien fui par son père<sup>5</sup>, suscite son engagement nationaliste de jeunesse. En 1963, à 17 ans, il rejoint

le groupe fondateur d'Occident (dissous en 1968 et qui renaîtra sous le nom d'Ordre nouveau). Dans un entretien accordé au

Monde en 2014, il déclare : « Je me suis totalement trompé et je l'assume, mais je n'ai cautionné aucun crime »<sup>6</sup>.

Il épouse en 1969 Sophie Vanbremeersch<sup>3,7</sup>, fille du général Claude Vanbremeersch (1921-1981). Le couple a quatre enfants

<sup>8</sup>, Thomas (né en 1971), énarque, ancien haut fonctionnaire<sup>9</sup>, François, Arthur et Basile

Avocat au barreau de Paris à partir de 1970<sup>3</sup>, il défend Jacques Chirac<sup>10</sup> et Charles Pasqua.

Parcours politique

En 1964, Patrick Devedjian, comme [Alain Madelin](#), [Hervé Novelli](#), [Claude Goasguen](#) ou [Gérard Longuet](#), rejoint le groupe

activiste d'extrême droite [Occident](#) fondé par [Pierre Sidos](#). En novembre 1965, Patrick Devedjian et Alain Madelin sont

condamnés par le tribunal correctionnel de Draguignan à un an de prison avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve pour

vol et détention d'armes<sup>[11],[12],[13]</sup>.

Patrick Devedjian date son éloignement du mouvement Occident de l'année 1966, à la suite de sa rencontre avec

[Raymond Aron](#)<sup>[14]</sup>. Cependant, en avril 1966, il participe avec d'autres nationalistes, dont Alain Madelin,

à des manifestations devant le [théâtre de l'Odéon](#) contre la représentation des [Paravents](#), de [Jean Genet](#), une pièce

perçue par l'extrême droite comme portant atteinte à l'image de la France<sup>1</sup>. Selon le journaliste

Frédéric Charpier, repris par le quotidien [Libération](#), Devedjian est membre de ce mouvement au moins jusqu'en janvier

1967, son éloignement d'Occident étant dû au climat délétère qui règne en son sein à cette époque<sup>[16]</sup>. Il est accusé

d'avoir participé, en janvier 1967, à un commando d'Occident qui avait attaqué des étudiants d'extrême gauche à [Rouen](#)<sup>1</sup>

<sup>[17]</sup> et est condamné comme « auteur moral », le 12 juillet 1967, avec douze autres militants d'extrême droite pour

« violence et voies de fait avec armes et préméditation »<sup>[18]</sup>. Soupçonné d'être la taupe ayant dénoncé les membres

arrêtés, il subit le [supplice de la baignoire](#)<sup>[19],[20]</sup> et le groupe prononce son exclusion en novembre 1967<sup>[21]</sup>. Il a, depuis,

publiquement assumé et regretté ce qu'il considère comme une erreur de jeunesse<sup>[22]</sup>.

En 1970, il crée avec Georges Liébert la revue *Contrepoint*, ancêtre de [Commentaire](#), sous le patronage intellectuel de

Raymond Aron.

## **Adhésion au RPR et élection à Antony**

Durant les années qui suivent, sa carrière d'avocat et ses convictions politiques l'amènent à se rapprocher du mouvement gaulliste. Il adhère à l'UDR en 1971 et contribue à la fondation du tout nouveau [RPR](#). Il en rédige les statuts avec [Charles Pasqua](#), dont il est proche.

En 1977, la liste de gauche emmenée par le sénateur communiste [André Aubry](#) gagne les élections municipales à [Antony](#). [Anticommuniste](#) convaincu<sup>[23]</sup>, Devedjian se présente au nom du RPR pour reprendre la ville.

Il est battu aux législatives de 1978, ainsi qu'aux cantonales de 1982 et aux municipales de 1983. Cependant, après un

recours au tribunal administratif et au Conseil d'État, l'élection municipale de 1983 est annulée pour fraude<sup>[24]</sup>. Il sort

vainqueur de la seconde élection et est élu maire d'[Antony](#). Sur sa liste, [Jean-Yves Le Gallou](#) est adjoint à la culture en

tant que membre du Parti républicain. En 1985, quand celui-ci adhère au [Front national](#), Patrick Devedjian l'exclut de la

majorité municipale<sup>[25]</sup>.

Maire d'Antony de 1983 à 2002, il se consacre à la modernisation de sa ville, qu'il habite jusqu'à sa mort. Il est réélu en

1989, 1995 et 2001, date à laquelle la liste qu'il conduit l'emporte pour la première fois au premier tour.

## **Communauté arménienne**

Engagé au sein de la communauté [arménienne](#) de France Patrick Devedjian milite notamment pour la [reconnaissance politique](#)

[du génocide arménien](#) par la [Turquie](#). Il est d'autre part à l'origine du réexamen parlementaire, huit ans après une première

tentative infructueuse de la gauche, d'une proposition de loi finalement adoptée en octobre 2006 et par lequel la France reconnaît

l'existence du génocide arménien<sup>62</sup>.

Vingt ans plus tôt, en 1985, Patrick Devedjian qualifie de « [résistance](#) » les actions de l'[Armée secrète arménienne de libération](#)

[de l'Arménie](#) (Asala)<sup>63</sup> qui a commis une centaine d'attentats entre 1975 et 1983 dans le but de forcer la reconnaissance du

génocide arménien par la Turquie et la communauté internationale. Il a été l'avocat de membres de l'Asala<sup>64</sup>.

## Adhésion de la Turquie à l'UE

Patrick Devedjian milite contre l'[entrée](#) de la Turquie dans l'[Union européenne](#), estimant qu'elle ne respecte pas les [critères de Copenhague](#). Selon lui, la Turquie n'assume pas son passé ([négarion du génocide arménien](#)), ne reconnaît pas certains États membres de l'Union européenne (la [République de Chypre](#)) et persécute certaines minorités (les [Kurdes](#)).

Dans son livre *À moi le ministère de la parole*, il écrit :

« Je reste donc très favorable au dialogue avec la Turquie, malgré sa brutalité et son attitude inacceptable, symbolisée par

l'occupation militaire d'une partie du territoire européen - la moitié nord de Chypre - au moment même où elle demande à y

être intégrée juridiquement. » (p. 190) ;

« L'entrée de la Turquie est incompatible avec le projet européen, qui repose justement, pour chacun des pays qui y

adhèrent, sur le deuil du nationalisme. C'est la raison pour laquelle la Turquie refuse de reconnaître le génocide arménien et

traîne en justice ceux qui s'en indignent, comme l'écrivain [Orhan Pamuk](#). Ce serait vécu comme une humiliation. De même,

l'évacuation de Chypre-nord et la reconnaissance de Chypre-sud seraient vécues comme une défaite.

Cela explique enfin

pourquoi la Turquie ne peut accepter d'abriter une minorité kurde : ce serait ressenti comme un démembrement de la nation, une

menace pour son unité » (p. 191)

## député des Hauts-de-Seine

[député](#) en 1986, il est membre jusqu'en 2002 de la [commission des finances de l'Assemblée nationale](#). Rapporteur des

accords du [GATT](#) en 1993 puis du budget de la Justice entre 1997 et 2002, il est l'un des rares parlementaires du RPR à

avoir voté en faveur du [traité de Maastricht](#) en 1992.

Durant la [campagne présidentielle de 1995](#), il est, avec [Nicolas Sarkozy](#), un fervent partisan d'[Édouard Balladur](#). Après

que le duel Jacques Chirac/Édouard Balladur s'est soldé par la défaite du camp Balladur, il traverse une période de

pénitence au sein du RPR comme la plupart des balladuriens. Il rentre en grâce durant la [campagne présidentielle de](#)

[2002](#).

## **Ministre sous la présidence de Jacques Chirac**

La droite gagne en [2002](#) ; sous l'autorité de [Nicolas Sarkozy](#), alors ministre de l'Intérieur, il est nommé ministre délégué

aux Libertés locales où il met en œuvre l'Acte II de la décentralisation. En raison de la demande de [Jacques Chirac](#) que l

es ministres n'exercent plus de mandat exécutif, il démissionne de son poste de maire d'Antony en faveur de l'un de ses

adjoints, Raymond Sibille. C'est son suppléant [Georges Siffredi](#) qui devient député comme la loi le prévoit.

Lorsque Nicolas Sarkozy est nommé à l'Économie et aux Finances, Patrick Devedjian devient ministre délégué à

l'Industrie jusqu'en mai 2005, date à laquelle il n'est pas repris dans le gouvernement Villepin. Il est réélu député de la

13<sup>e</sup> circonscription des Hauts-de-Seine (Antony, Bourg-la-Reine, Châtenay-Malabry, Sceaux) en octobre 2005.

Comme conseiller politique de Nicolas Sarkozy, Patrick Devedjian est un des premiers membres de l'UMP à se prononcer

publiquement pour le retrait du [Contrat première embauche](#) (CPE)<sup>[26]</sup>, bien qu'il ait préalablement défendu à plusieurs

reprises cette mesure<sup>[27]</sup>, issue d'une convention de son parti<sup>[28]</sup>.

## **Fonctions sous la présidence de Nicolas Sarkozy**

Lors de l'[élection présidentielle de 2007](#), il soutient la candidature de [Nicolas Sarkozy](#). Le [18 mai 2007](#), Patrick Devedjian ne fait pas partie du [premier gouvernement François Fillon](#) et fait part de son agacement quant à l'ouverture prônée par Nicolas Sarkozy en déclarant : « Je suis pour un gouvernement d'ouverture, y compris aux sarkozystes, c'est tout dire »<sup>[29]</sup>.



Mécontent de la nomination de [Rachida Dati](#) à la fonction de garde des Sceaux, poste que Nicolas Sarkozy lui aurait selon lui auparavant promis, Patrick Devedjian prend néanmoins, le 1<sup>er</sup> juin 2007, la succession de Nicolas Sarkozy à la présidence du conseil général

des Hauts-de-Seine et accède à la tête de l'[UMP](#) comme secrétaire général délégué, en remplacement de [Brice Hortefeux](#), puis, le 25 septembre 2007, comme secrétaire général.

Patrick Devedjian quitte ses fonctions à la tête du parti majoritaire, le [5 décembre 2008](#), quand il est nommé [ministre auprès du Premier ministre, chargé de la Mise en œuvre du plan de relance](#), une fonction gouvernementale temporaire créée pour suivre le [plan de relance économique français](#) à la suite de la [crise financière de 2008](#). Il n'est cependant pas reconduit dans le [troisième gouvernement François Fillon](#), formé le [14 novembre 2010](#).

**Président du conseil départemental des Hauts-de-Seine : Patrick Devedjian déclare dans [L'Express](#) du 17 juillet 2008 : «**

**Dans la continuité de ce qu'avait engagé [Nicolas Sarkozy](#), je suis amené à nettoyer les [écuries d'Augias](#) » dans le**

**département des [Hauts-de-Seine](#)<sup>[30],[31]</sup>. Ce propos provoque un conflit entre Patrick Devedjian et d'autres élus du**

**département.**

Contre la volonté de Patrick Devedjian, [Jean Sarkozy](#) est élu président du groupe majoritaire au conseil général<sup>[32],[33]</sup>.

Cette élection provoque de nouvelles tensions, et Patrick Devedjian affirme : « Entre Nicolas et moi, il y a son fils »<sup>[34]</sup>.

Le jeune élu cherche ensuite à briguer la succession de Devedjian à la tête de l'[Établissement public pour l'aménagement de la région de la Défense](#) (EPAD), après que celui-ci a échoué à faire repousser la limite d'âge qui le contraignait à y renoncer<sup>[35]</sup>.

Un mouvement d'hostilité dans l'opinion publique contraint néanmoins Jean Sarkozy à retirer sa candidature<sup>[36],[37]</sup>.

En novembre 2010, après sa non-reconduction dans le troisième gouvernement de François Fillon, Patrick Devedjian est

battu lors de l'élection du président de la fédération UMP des Hauts-de-Seine, par le député [Jean-Jacques Guillet](#), élu

avec 64 % des suffrages exprimés. Il accuse alors l'entourage de Nicolas Sarkozy d'avoir orchestré la manœuvre contre lui

À l'approche des élections cantonales de 2011, Patrick Devedjian affirme redouter que Jean Sarkozy ne cherche à prendre

sa place à la tête du conseil général<sup>[39]</sup>. Plusieurs élus UMP font mine de se positionner et Jean Sarkozy lui-même évoque la

« nécessité de sang neuf »<sup>[40]</sup>. Le résultat des élections change la situation<sup>[41]</sup> : alors que Patrick Devedjian est réélu à Antony

, plusieurs sortants sarkozystes (notamment [Isabelle Balkany](#) et [Marie-Cécile Ménard](#)) sont défaits<sup>[40]</sup>. Nicolas et Jean

Sarkozy<sup>[42]</sup> font alors savoir qu'ils ne s'opposent pas à la réélection du président du conseil général.

En juin 2012, après la défaite de Nicolas Sarkozy à l'[élection présidentielle](#), la directrice de cabinet de Patrick Devedjian

Marie-Célie Guillaume publie un roman à clef, [Le Monarque, son fils, son fief](#), qui relate les manœuvres conduites, selon elle

, contre Patrick Devedjian par le « clan Sarkozy ». Entièrement orienté sur le point de vue de Patrick Devedjian, le livre

provoque un grand émoi « dans la [Sarkozie](#) »<sup>[43]</sup> et au sein de l'UMP Hauts-de-Seine. Accusé d'avoir commandité le livre<sup>[44]</sup>,

Patrick Devedjian se garde de le désavouer<sup>[45]</sup>, mais finit par se séparer de Marie-Célie Guillaume.

Patrick Devedjian redevient député de la 13<sup>e</sup> circonscription des Hauts-de-Seine en décembre 2010. Il est réélu en juin 2012 avec quelque 200 voix d'avance sur son concurrent [MRC Julien Landfried](#). Sa réélection est cependant annulée par le [Conseil constitutionnel](#) en octobre 2012, en raison de l'inéligibilité de son suppléant [Georges Siffredi](#), qui était déjà remplaçant UMP au Sénat et ne pouvait donc se présenter aux législatives<sup>46</sup>. Une législative partielle se déroule en conséquence en décembre 2012. Patrick Devedjian est réélu au second tour avec 60 % des voix<sup>47</sup>.

Il soutient la candidature de [François Fillon](#) pour la présidence de l'UMP lors du [congrès d'automne de 2012](#)<sup>48,49</sup>.

Désigné lors d'une primaire de l'UMP face à [Patrick Ollier](#) pour prendre la présidence de [Paris Métropole](#)<sup>50</sup>, il est élu, le 19 décembre 2014, président du syndicat mixte de Paris Métropole, succédant au socialiste Daniel Guiraud et prenant ainsi en charge la mise en place



de la [métropole du Grand Paris](#) au 1<sup>er</sup> janvier 2016<sup>51</sup>.

Lors des [élections départementales de 2015](#), il est élu conseiller départemental du nouveau [canton d'Antony](#) dès le premier tour<sup>52</sup>. Il est ensuite réélu président du conseil départemental des Hauts-de-Seine (nouveau nom du conseil général).

En juin 2016, il annonce qu'il ne se représentera pas aux [élections législatives de 2017](#)<sup>53</sup>. Il parraine [Nathalie Kosciusko-Morizet](#) pour la [primaire présidentielle des Républicains de 2016](#)<sup>54</sup> mais soutient [Alain Juppé](#)<sup>55</sup>.

## Mort

Le soir du 26 mars 2020, alors que la France est en pleine [pandémie de Covid-19](#), Patrick Devedjian annonce sur [Twitter](#) qu'il

a été testé positif et qu'il est hospitalisé à Antony<sup>56</sup>. Il déclare qu'il est « fatigué mais stabilisé » et qu'il « remonte la pente ».

Cependant, son état de santé se dégrade rapidement et il meurt dans la nuit du 28 au 29 mars 2020 à l'âge de 75 ans.

source : wikipedia

Patrick Devedjian en 2019.









